

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

**ORDRE DU JOUR  
DES SÉANCES PLÉNIÈRES**

Semaine du 23 au 27 mai 2022

**EN REMPLACEMENT - ORDRE DU JOUR PROPOSÉ  
PAR LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS**

**MERCREDI  
25 mai 2022  
à 14 h 15**

**Prestation de serment**

**Questions orales**

**Projets de loi et propositions**

1. **Projet de loi relatif à la vaccination obligatoire des professionnels des soins de santé contre la COVID-19, n ° s 2533/1 à 8.**  
[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Sofie Merckx]
2. - **Proposition de résolution (MM. Wouter De Vriendt et Samuel Cogolati et Mme Goedele Liekens) visant à condamner l'intervention de la République populaire de Chine à Hong Kong et à adopter des mesures concrètes en vue de défendre l'État de droit et la démocratie, n°s 1524/1 à 4.**  
- **Proposition de résolution (Mmes Annick Ponthier et Ellen Samyn) relative à la répression de Hong Kong par la République populaire de Chine, n°s 1833/1 et 2.**  
[Rapporteur : Mme Vicky Reynaert]
3. **Proposition de résolution (M. Guillaume Defossé, Mme Eva Platteau, MM. Wouter De Vriendt et Simon Moutquin, Mmes Séverine de Laveleye et Julie Chanson et M. Samuel Cogolati) relative à la crise humanitaire et sécuritaire en Afghanistan, n ° s 2265/1 à 4.**  
[Rapporteur : Mme Annick Ponthier]

4. Projet de loi modifiant l'article 2/1 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, n°s 2647/1 à 3.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - l'urgence a été décidée par la Chambre en application de l'article 51 du Règlement - Rapporteur : M. Björn Anseeuw]

5. Proposition de résolution (MM. Jasper Pillen et Hugues Bayet, Mme Kattrin Jadin, MM. Guillaume Defossé, Hendrik Bogaert, Kris Verduyckt et Wouter De Vriendt et Mme Tania De Jonge) relative à la mise en place d'un accompagnement psychosocial adéquat des militaires en fin de mission et au rôle du sas d'adaptation dans cet accompagnement, n°s 2131/1 à 5

[Rapporteur : Mme Maria Vindevoghel]

6. Proposition de résolution (Mmes Ellen Samyn et Dominiek Sneppe, Hans Verreyt, Ortwin Depoortere, Frank Troosters et Wouter Vermeersch) relative à la fraude au détachement, n°s 997/1 et 2.

[Rapporteur : Wim Van der Donckt]

[Application de l'article 88 du Règlement]

7. Proposition de résolution (M. Frank Troosters, Mme Annick Ponthier, M. Erik Gilissen, Mme Nathalie Dewulf et M. Pieter De Spiegeleer) visant à éviter l'isolement social et socioéconomique du Limbourg et des régions environnantes dans un contexte international plus large, n°s 2511/1 et 2.

[Rapporteur : Wouter Raskin]

[Application de l'article 88 du Règlement]

### **Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)**

### **Scrutin secret sur la nomination du greffier (art. 168 du Règlement)**

### **Votes nominatifs**

1. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Catherine Fonck au ministre des Finances, chargé de la Coordination de la Lutte contre la fraude sur "la fin du service public du SPF finances à Mouscron puis également à Tournai" (n° 283).

[développée en réunion publique de la commission des Finances et du Budget du 18 mai 2022]

2. sur les projets de loi et les propositions terminés.
-

**Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)**

1. Proposition de loi (MM. Jasper Pillen et Christian Leysen) visant à renforcer et à simplifier le droit de consultation en ce qui concerne le point de contact central des comptes et contrats financiers, n° 2688/1.
2. Proposition de loi (Mmes Nawal Farih, Nathalie Muylle, Els Van Hoof et Leen Dierick et MM. Franky Demon et Jef Van den Bergh) modifiant diverses dispositions en vue de créer une banque de données accessible des données dentaires et des implants médicaux pour l'identification de victimes décédées, n° 2692/1.
3. Proposition de loi (Mmes Julie Chanson et Eva Platteau) modifiant la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en ce qui concerne le traitement de données à caractère personnel effectué à des fins journalistiques, n° 2694/1.
4. Proposition de résolution (Mmes Nathalie Muylle, Els Van Hoof et Leen Dierick et MM. Koen Geens, Franky Demon et Jef Van den Bergh) relative à l'amélioration des soins intégrés dispensés aux patients diabétiques, n° 2695/1.
5. Proposition de résolution (Mme Sophie Rohonyi et M. François De Smet) relative à la prise en charge de l'endométriose, n° 2696/1.
6. Proposition de déclaration de révision de l'article 48 de la Constitution (MM. Patrick Dewael et Egbert Lachaert) afin d'instaurer un contrôle juridictionnel indépendant des pouvoirs, n° 2708/1.
7. Proposition de déclaration de révision de l'article 66, alinéa 1er, de la Constitution (MM. Patrick Dewael et Egbert Lachaert) en vue d'habiliter le législateur à fixer l'indemnité annuelle des membres de la Chambre des représentants, n° 2710/1.
8. Proposition de déclaration de révision de l'article 142 de la Constitution (MM. Patrick Dewael et Egbert Lachaert) afin d'instaurer un contrôle juridictionnel indépendant des pouvoirs par la Cour constitutionnelle, n° 2711/1.
9. Proposition de loi spéciale (MM. Patrick Dewael et Egbert Lachaert) modifiant la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises afin d'habiliter la Cour constitutionnelle à procéder à la vérification des pouvoirs des membres des parlements de communauté et de région, n° 2712/1.
10. Proposition de loi (MM. Patrick Dewael et Egbert Lachaert) modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone afin d'instaurer un contrôle juridictionnel indépendant des pouvoirs des membres du Parlement de la Communauté germanophone par la Cour constitutionnelle, n° 2713/1.

11. Proposition de loi (Mme Kathleen Verhelst) modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services en vue de l'assouplissement des plages horaires de fermeture obligatoire et de la suppression du jour de repos hebdomadaire obligatoire, n° 2715/1.
-